

RUPTURE ENTRE LES PARTENAIRES DE MAJORITÉ. QUELLE LECTURE POSSIBLE ?

Par Jean Blairon

Ce lundi 19 juin 2017, le (Président du) Cdh annonçait qu'il mettait fin à la participation de ses Ministres aux gouvernements régionaux et communautaires, accusant son partenaire socialiste d'être devenu « négatif »¹ suite aux « affaires » qu'il avait successivement connues en son sein.

Cette décision est intrinsèquement inédite², fort immédiate, plutôt brutale. Elle a donné lieu à une déferlante d'explications médiatiques, rivalisant dans la capacité auto-proclamée de « révéler » l'envers d'un décor que les journalistes auraient pu, grâce à leur sagacité, traverser ; c'était « comme si on y était » (puisque'ils y étaient en quelque sorte ?) : on a ouvert pour nous les coulisses de l'événement.

Ces explications, similaires dans un contexte de concurrence³, nous paraissent prêter le flanc à deux critiques.

D'abord elles sont fort approximatives : plus d'une plume a recouru à la métaphore du « débranchement de la prise », reprenant ainsi une image qui avait fait florès lors de la décision d'Alexander De Croo de mettre fin à la coalition fédérale en 2010. En l'occurrence, la connotation de « fin de vie » est particulièrement inappropriée, tant les chantiers des différents gouvernements incriminés étaient nombreux à aboutir, n'attendant que d'ultimes traductions, des derniers arbitrages, voire des signatures. Ensuite, les explications données en chœur par la presse sont toutes restreintes au champ politique lui-même : on parle de stratégie politicienne, d'échéance ou de calcul électoral, on oppose le gouvernement à la gouvernance, etc. Le confinement qui est souvent reproché au champ politique, on le voit ici, est aussi **produit** par des explications qui contiennent la réponse dans la manière même dont les questions sont posées : expliquer un événement critique en se plaçant sur un seul registre (politicien en l'occurrence), c'est transformer ce registre en « réalité de la réalité ». Cette remarque n'implique évidemment pas que le registre d'analyse « politique » soit dénué de pertinence ; il nous apparaît seulement insuffisant.

Nous ne prétendons pas pour autant délivrer ici des explications de cette « crise » ; nous aimerions en effet rappeler en tout premier lieu que tenter de « comprendre », c'est assumer que l'on construit un corps d'hypothèses que l'on sait limitées, mais qui sont posées pour « voir ce que cela donne », pour tester quelle orientation interprétative peut se dessiner au travers de leur exercice ; c'est aussi les rendre publiques, c'est-à-dire les exposer au débat pour que la confrontation des systèmes d'hypothèses contribue au façonnage d'une pensée collective.

1 Puisque B. Lutgen a appelé à construire des majorités « positives » ; nous ne savons pas s'il se réfère en l'occurrence à une « pensée positive » ?

2 Puisqu'elle se produit dans un contexte constitutionnel qui interdit aux entités fédérées de recourir aux élections suite à la démission de leurs gouvernements.

3 P. Bourdieu a bien montré que la concurrence entre les médias les conduit à s'imiter les uns les autres, à rivaliser dans l'homogénéité.

COMMENT QUALIFIER LE CARACTÈRE CHOQUANT QUI EST PRÉSENTÉ COMME LA SOURCE DE LA DÉCISION DE RUPTURE ?

Le Président Lutgen s'est présenté comme « dégoûté » (comme tout citoyen, est-il affirmé). Il serait peut-être utile de se rappeler ici tout le travail de Georges Bataille, qui avançait, comme l'énonce Claire Margat, que « l'abjection renvoie aux formations sociales qui déterminent sa forme impérative »⁴. En d'autres mots : les formes du dégoût sont socialement constituées ; elles révèlent les forces qui les ont instituées telles qu'elles sont ressenties.

Dans cette ligne, nous pensons pouvoir poser une première question : les « affaires » qui ont été mises sur le devant de la scène constituent-elles bien une catégorie homogène (dont les éléments seraient cumulables, par exemple dans le chef d'une formation) ?

Nous nous demandons au contraire si elles ne constituent pas **plusieurs miroirs de contradictions** que nous connaissons sans vouloir toujours les prendre en compte.

Dans un certain nombre de cas, comme celui, éclatant, de Publifin, la révélation porte sur le fait que dans le contexte de politiques d'austérité présentées comme inéluctables pour tous, les inégalités puissent augmenter (et donc que la richesse de certains n'est pas concernée, que du contraire : « tout le monde doit faire des sacrifices – sauf ... »).

Pour le dire d'une manière simple : les actionnaires sont peu touchés par les politiques d'austérité. Le « scandale » Publifin, n'est-ce pas que des mandataires publics se soient comportés comme des actionnaires, prélevant une part des richesses produites par le travail d'autrui au seul prétexte du pouvoir qu'ils exercent ?

Le problème dans ce cas est celui de l'extension de la logique marchande dans des univers qui devraient avoir pour mission de la limiter.

Mais ce problème ne concerne pas que les abuseurs ; il se trouve aussi très présent chez tous ceux qui statuent sur l'inéluctable : « il n'y aurait pas (plus) d'argent pour... » - sauf pour augmenter les inégalités, tout en se réservant parfois de très confortables émoluments. Entendons donc plutôt : « Il n'y aurait plus d'argent que l'on accepte ou assume de redistribuer pour diminuer les inégalités ».

La question qui est laissée dans l'ombre – et que la question du dégoût permet d'occulter totalement, sauf à se rappeler la thèse de Georges Bataille – est de savoir **qui a institué les frontières de l'inéluctable et lesquelles, en regard de telle ou telle question politique** (en matière de redistribution des richesses, d'assistance à ceux qui sont frappés par la violence des marchés, etc.). Ce serait là l'analyse politique que nous attendons.

Dans le cas du Samu social, nous avons peut-être affaire à un autre cas de figure.

Dans le secteur associatif et public, nous nous imposons un devoir d'**homologie relative** : dit simplement, on s'impose une correspondance suffisante⁵ entre ce que l'on veut faire et la manière dont on s'organise à l'interne pour y arriver. Lutter pour plus d'égalité impose par exemple qu'on ne pratique pas des inégalités salariales excessives ou injustifiées dans l'organisation qui mène la lutte. Ce qu'on peut reprocher aux administrateurs de cette association, n'est-ce pas d'avoir, à l'instar des entreprises capitalistes, évacué la question de l'homologie au profit d'une logique marchande pure : « la compétence rare ou exposée n'a pas de prix » ?

Constatons au passage que ces pratiques peuvent se retrouver dans d'autres champs, comme le champ médiatique lui-même : entre les vedettes médiatiques (tel présentateur par exemple), pour lesquelles il est admis qu'elles s'autorisent des « ménages » en sus de leur salaire déjà très élevé, et les travailleurs condamnés au travail précaire scandé par des « piges » au renouvellement incertain, il

4 C. Margat, « Bataille et Sartre face au dégoût », in <https://www.cairn.info/revue-lignes1-2000-1-page-197.htm>. Le dégoût s'exprime notamment par rapport à la pourriture, comme dans l'expression « tous pourris ».

5 Ce qui peut et doit faire l'objet de délibérations éthiques jamais complètement tranchées.

n'est pas sûr qu'existe un écart justifié, surtout dans les médias de service public.

Il y a donc lieu de distinguer

- l'inéluctable imposé à tous sauf aux dominants et imposé parfois par ceux qui ne se l'appliquent pas à eux-mêmes ;
- et le manque d'attention à une homologie suffisante.

Mais dans les deux cas de figure, les problèmes ne sont pas posés à des responsables parce qu'ils sont socialistes : c'est parce qu'étant socialistes, ils ont adopté des comportements qu'ils auraient dû être les premiers à combattre – même si d'autres ne le faisaient pas : ceux de la domination capitaliste la plus forte.

Nous doutons dès lors qu'une majorité « positive », éventuellement composée de ceux, qu'ils soient croyants ou convertis, pour qui la religion du marché peut être embrassée de manière radicale, pourrait nous prémunir des problèmes que nous connaissons, puisque c'est précisément la foi aveugle et extensive en la vertu de la logique capitaliste qui est à l'origine réelle des problèmes que nous connaissons.

Certes cette foi possède des dimensions individuelles, qui peuvent rendre trop sensibles « à la pente dominante », alors même, par exemple, qu'on est supposé la combattre. Mais les résonances particulières que ces dimensions individuelles désignent ne seraient pas compréhensibles sans les relations de structure qui les rendent aussi possibles, même si, en l'occurrence, elles les amplifient.

HOMOLOGIE RELATIVE ET EXERCICE DU POUVOIR

Le manque d'homologie peut aussi se repérer dans les relations de pouvoir. Lutter pour la liberté implique effectivement qu'on n'essaie pas d'y arriver par le biais de l'imposition d'un pouvoir excessif. Mais là aussi, nous assistons à un brouillage des repères préoccupant.

La question est pensée en recourant à des oppositions trop simples, abondamment relayées par les médias, qui en sont friands. Nous pensons par exemple, disons-le en passant, à l'opposition manichéenne qui est « construite » par les journalistes et relayée par eux entre les « wall people » (ceux qui ont peur, réclament des protections (c'est comme cela qu'on requalifie aujourd'hui les droits)) et les « web people » (ceux qui sont pour l'ouverture, l'entreprise, la mondialisation, etc.)⁶. En « ringardisant » les premiers et en les amalgamant, on peut faire l'impasse complète sur les inégalités que produisent les seconds et on les met confortablement à l'abri, derrière le mur des apparences, du reproche cinglant que leur adresse Alain Touraine ; les « modernisateurs » sont ceux aujourd'hui qui détruisent la modernité de nos sociétés⁷.

Une opposition simpliste fréquemment utilisée est celle qui fait équivaloir pouvoir excessif et verticalité, et qui pare de toutes les vertus alternatives les fonctionnements « horizontaux » (sans hiérarchie). C'est oublier un peu vite les leçons de l'analyse institutionnelle, qui rappelle d'une part que les abus de pouvoir sont fréquents dans les relations horizontales (jeux d'influence, impositions voire violences cachées...) et que, d'autre part, ce sont des relations que Félix Guattari appelait « obliques » ou « transversales », qui passent **entre** les fonctionnements verticaux et horizontaux (comme les espaces

6 Par exemple Amid Faljaoui sur la RTBF, https://www.rtbf.be/auvio/detail_crise-cdh-ps-web-people-vs-wall-people?id=2226291. La dichotomie a été produite par l'éditorialiste du New York Times Thomas Friedman en 2016.

7 A. Touraine dit ceci : « la modernité est aujourd'hui confisquée par le pouvoir total des modernisateurs : capitalisme financier sans finalité productive, parti-Etat totalitaire et tyrannie postnationaliste. » (A. Touraine, *Nous, sujets humains*, Paris, Seuil, septembre 2015, p. 15.

de recherche collective ou les processus d'évaluation⁸), qui sont porteuses de liberté et se révèlent capables d'ouvrir des possibles.

L'UTOPIE DU « MONDE DU PROJET » ET SES DÉRIVES

Il faut aussi rappeler, une fois de plus, les analyses que Luc Boltanski et Eve Chiapello ont réalisées des évolutions du capitalisme⁹.

Celui-ci a toujours été confronté au problème de justifier ses pratiques, pour mobiliser ceux sans qui elles ne seraient pas possibles. Un système de sens et de valeurs est ainsi proposé, qui peut convaincre les citoyens de se mobiliser au détriment de leur intérêt.

Les auteurs ont appelé « monde du projet » le système de sens et de valeurs que promeut la forme récente du capitalisme.

Ce système, repose sur les piliers suivants.

- La créativité et les changements permanents : on s'enrichit (on trouve son bonheur à) de se lancer dans des expériences diverses et variées, mais pensées comme limitées dans le temps.
- Ce qui compte, c'est d'être attractif, pour pouvoir être appelé dans les projets intéressants qui « se montent » et dont le caractère inédit et inattendu se révèle prometteur.
- Il convient pour cela d'être « léger » (sans attaches), « mobile », prêt au départ.
- Les « attracteurs » de projet sont justes s'ils redistribuent une partie des acquis du projet (la notoriété par exemple) à ceux qui y ont participé.
- Tout peut être projet, par exemple, notent Boltanski et Chiapello, fermer une usine autant que l'ouvrir.

Cet univers de sens se réfère à la catégorie dominante des **opportunités** (qu'il faut pouvoir saisir, sur lesquelles il faut pouvoir rebondir, qu'on ne peut sacrifier...).

Il est aussi un univers de **dissolution**, notamment des idéologies, vues comme autant d'entraves à la légèreté ; le « tout au projet » permet d'assimiler les alternatives au modèle dominant.

C'est aussi un univers où la **fidélité** (à une institution, à un engagement dans la durée) est notée **négativement** : seule compte l'accumulation personnelle (par exemple de crédit rendant attractif), peu importe au fond où et comment elle a été acquise (comme l'accumulation financière d'ailleurs).

Cette description suffit, nous l'espérons, pour poser cette question à propos de la rupture brutale de la coalition (comme d'ailleurs en ce qui concerne les récentes élections françaises) : l'action politique peut-elle s'accommoder des (embrasser les) valeurs capitalistes du monde du projet ? Par exemple en prônant la dissolution des appartenances, en ne s'estimant pas liée au point d'aller jusqu'au bout d'un accord de gouvernement, en modelant son identité au gré des aventures changeantes offertes par les « opportunités » ?

Il est temps de rappeler ici, comme le fait remarquer D. Linhart¹⁰, que ce type de monde produit une rotation systématique et rapide : un cadre, dit-elle, reste en moyenne trois ans dans un poste donné, ce qui lui donne le temps de changer toutes les habitudes... et de s'en aller avant d'en assumer les conséquences.

8 Au sens de « recherche collective, avec tous les protagonistes concernés, les bénéficiaires les premiers, du sens et de la valeur de l'action » ; ceci n'a évidemment rien à voir avec ce que le néo-management appelle évaluation des « collaborateurs ».

9 L. Boltanski et E. Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard, 1999.

10 D. Linhart, *Travailler sans les autres ?*, Paris, Seuil, 2009.

C'est donc un monde d'inconstance¹¹ et, il faut le dire, d'inconsistance.

Si on se rappelle une autre thèse audacieuse de Georges Bataille selon laquelle un système d'accumulation illimité ne peut survivre qu'au prix d'immenses dépenses improductives (dont la guerre est la figure la plus connue)¹², on doit même se demander si l'inconsistance et son coût exorbitant ne constitue pas la forme contemporaine de « dépense improductive », ayant l'avantage complémentaire de déboussolez ceux qui en sont les victimes (comme le rappelle D. Linhart : le changement permanent dissout les collectifs, notamment ouvriers).

Mais si nous acceptons que la politique est intrinsèquement action, c'est-à-dire, comme le propose Benjamin Barber, qu'elle a pour fonction de faire exister dans le monde des éléments qui le transforment ou le contraignent, peut-elle s'accommoder de l'inconstance et de l'inconsistance qu'elle génère ?

C'est ici qu'il faut rappeler le nombre impressionnant des chantiers majeurs dont les gouvernements qui viennent de tomber étaient en charge : transfert des compétences fédérales, réforme de l'aide à la jeunesse, réforme des aides à l'emploi, pacte d'excellence, réforme du Décret de l'éducation permanente, fiscalité, allocations familiales, plan de lutte contre la pauvreté... la liste doit être étendue et elle est énorme.

Ces actions ne sont pas à voir seulement comme des projets de partis ou de gouvernement : elles touchent de plein fouet la vie quotidienne et notamment celle des moins favorisés ; elles engageaient aussi toute une série de partenaires dont l'implication et le travail sont réellement bafoués.

Et c'est peut-être la question ultime qui nous est posée : n'allons-nous pas, avec des « événements » de ce genre, vers une politique qui se nie elle-même dans son identité, son rôle et sa force de transformation ? En d'autres mots vers une politique de dépolitisation¹³, une politique qui saborde elle-même sa capacité d'action ?

Les croyants et les convertis à la religion du marché pourront s'en remettre alors aux effets vertueux de sa divine Providence supposée.

La politique de dépolitisation se révélerait en tout cas la meilleure alliée des dominants.



Pour citer cette analyse

Jean Blairon, « Rupture entre les partenaires de majorité Quelle lecture possible ? », *Intermag.be*, analyses et études en éducation permanente, RTA asbl, juin 2017, URL : www.intermag.be/602.

11 Nous avons été frappé par la véhémence menaçante avec laquelle B. Lutgen a réagi à un reportage de la RTBF où la journaliste posait la question de son éventuelle inconstance.

12 G. Bataille, *La part maudite*, Paris, Seuil, 1967. La dépense improductive s'oppose à la dépense orientée vers la production (comme l'investissement) ; la dépense improductive ressortit à une logique de destruction nécessaire.

13 L'expression est de Pierre Bourdieu. Pour l'auteur, une politique de dépolitisation est celle qui présente ses choix comme « naturels », « inscrits dans l'ordre des choses » - et non des choix. Nous tirons ici l'expression dans un sens plus fort, en voulant désigner une politique qui saborde la possibilité d'action qui est celle que possède la politique.